

**Appel des organisations des Bouches du Rhône :**  
**Cgt 13, FSU 13, Solidaires 13, UNL 13, PG 13, PCF13, ANC 13, NPA 13,**  
**Ensemble 13, LFI 13, PRCF 13, Mouvement de la Paix 13, JC 13, ATTAC 13,**

**La santé n'est pas une marchandise !**

Parce que nous ne pouvons pas nous contenter d'applaudir

**Le 16 Juin, toutes et tous mobilisés !**

Grâce à l'héritage du Conseil National de la Résistance et à la Sécurité sociale mise en place par Ambroise Croizat ministre communiste du travail, le système de santé a longtemps échappé aux griffes du capitalisme. La solidarité des travailleurs a fondé un système de répartition équitable où chacun contribue à la hauteur de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins. Garantir un droit à la santé et un accès au soin quelle que soit la position géographique, économique et sociale de nos concitoyens est un des objectifs que le Conseil National de la Résistance a voulu pour extraire de la précarité sanitaire toute une population. Ils ont mis en place un système révolutionnaire de gestion et de partage d'une partie des richesses produites, basé sur les cotisations sociales et organisé au sein d'une institution responsable et démocratique, la sécurité sociale. En repoussant la peur du lendemain, le régime général de sécurité sociale est un outil indispensable à la dignité, à l'égalité et pour espérer une société apaisée.

Depuis 30 ans, les luttes populaires n'ont eu de cesse de défendre ce modèle solidaire pour résister aux attaques incessantes des détenteurs du capital et des gouvernements successifs voulant imposer la pression de l'austérité, souvent renforcée par des exigences de l'Union Européenne, à l'Hôpital, aux Maisons de retraite devenues des EHPAD et à l'ensemble des Services publics. Tout comme ses voisins, notre pays a fait face à cette pandémie avec un système public de santé exsangue. De 2011 à 2018, la Commission européenne a imposé aux États membres de l'UE de réduire les dépenses publiques en matière santé et de privatiser des pans entiers de ce secteur. Résultat pour la France : le quart des lits d'hôpitaux a été supprimé entre 2000 et 2017, tout particulièrement les plus coûteux au sein des services de réanimation. Rapporté à la population, les effectifs des personnels hospitaliers, dont le salaire est toujours gelé au même titre que tous les fonctionnaires, se sont réduit de 9 % ces dix dernières années.

La gestion de la sécurité sociale est passée d'un modèle démocratique, sous le contrôle des travailleurs, à une gestion managériale coupée des réalités, et une part croissante de ses missions est toujours déléguée au secteur privé. Les assurances privées voient leurs profits en constante progression sur le dos des travailleurs, en diminuant les prestations tout en compliquant sans cesse les démarches de paiement et de remboursement des frais de santé. Cela engendre un surcroît de tâches administratives pour les personnels de santé et un renoncement aux soins pour les patients.

Les hôpitaux publics, qui ont adopté les règles de gestion administrative et financière, ainsi que les techniques de management des entreprises, sont dirigées par des Directeurs obnubilés par la rentabilité, les réductions de personnel et les fermetures de lits souvent exigés par les Agences Régionales de Santé. Les agents ne contrôlent plus leur outil de travail et se retrouvent face aux obligations de fournir des données de mesure de l'efficacité de leurs activités ; il faut faire toujours plus avec toujours moins. Toutes les réformes de « modernisation de l'offre de soin » impliquent des suppressions de postes et un raccourcissement des temps d'hospitalisation aux dépens d'un suivi correct des malades. L'hypertechnicité médicale et les séjours ambulatoires remplacent la prise en charge globale et personnalisée des patients. Le manque de matériel comme le sous-effectif chronique

sont devenus systémiques pour augmenter la rentabilité. Les métiers comme les salaires sont sans arrêt dévalorisés, remettant en cause les fondamentaux du statut des fonctionnaires et créant une hémorragie de travailleurs vers le secteur privé. Les personnels sont épuisés, tel est le constat qui s'impose aujourd'hui.

La découpe du soin en actes a favorisé l'émergence d'un modèle productiviste en ville comme à l'hôpital, transformant les artisans du soin en automates de la maladie. Les métiers prenant soins des humains sont ainsi déshumanisés, mettant en souffrance les patients comme les soignants.

L'hôpital, principal acteur de notre système de santé, doit échapper à la technocratie et au dogme de la financiarisation de la santé. Les patients ne doivent pas devenir des clients comme l'illustre dramatiquement la réalité des EHPAD !

Ce système détruit toutes les mesures permettant l'égal accès aux soins de qualité, la permanence de l'accueil, le droit à la dignité dans la prise en charge du malade, le droit à l'égalité devant le service public, pour se mettre au service des intérêts privés, privant ainsi l'utilisateur de son droit à une prise en charge respectueuse fondée sur le bien commun.

Cette logique capitaliste qui détruit notre modèle solidaire de la santé est la même qui a conduit à l'affaiblissement des services publics et de nos industries. Le contrôle des moyens de production par une minorité de grands groupes financiers, la perte de sens des métiers au profit de gestes répétitifs pour maximaliser la rentabilité, le gel perpétuel des salaires au nom de la compétitivité sont des poisons qui minent notre société !

Malgré la grande souffrance qu'il a exprimée par des alertes, des appels, de longues grèves et des manifestations avant la crise CoVid-19, le personnel de santé a encore une fois répondu présent pour faire front en masse et avec vigueur contre la pandémie en dépit des risques et des mauvaises conditions de travail.

Celles et ceux que le gouvernement qualifie de « héros », qui n'auraient besoin que de médailles et d'applaudissements, sont en réalité des travailleurs, des professionnels de la santé, des femmes et des hommes qui se sont mis au service des autres. Ils/elles ont besoin de meilleures conditions de travail, ils ont besoin d'embauches pour remettre du temps et de l'humanité dans les soins, ils ont besoin de meilleures rémunérations et donc de rompre avec la tarification à l'acte, ils ont besoin de reprendre le contrôle de leur mission de service public à l'hôpital.

Parce que nous exigeons :

- L'annulation de la dette des hôpitaux
- L'arrêt de toutes les fermetures de lits et de services
- La réouverture des hôpitaux de proximité pour lutter contre les déserts médicaux
- Des recrutements de personnels à la hauteur des besoins et des augmentations de salaires.

Parce que ne pouvons pas nous contenter d'applaudir, nos organisations syndicales, politiques et associatives unies, appellent à manifester aux côtés des soignants pour sauver notre système de santé publique :

**Mardi 16 Juin à 11 heures, Porte d'Aix -Marseille.**

**Pour en finir avec la logique marchande ! Pour reconstruire un système solidaire !**

**Pour que viennent les jours heureux !**